

Nîmes, le

06 SEP. 2023

Unité Inter Départementale Gard-Lozère
Cellule Risques Anthropiques
89 rue Weber
30 907 NÎMES cedex 2

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2023-051-DREAL

- complémentaire à l'arrêté préfectoral n°08.002N du 3 janvier 2008
- réactualisant les dispositions applicables en cas de période de sécheresse applicables à la société SOLARYS pour l'exploitation de son usine située sur la commune de Vauvert

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU** la directive n°2000-60 du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- VU** la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;
- VU** le titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** les articles L. 211-3, L. 216-4 et R. 211-66 à R. 211-70 du Code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;
- VU** le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'instruction du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique ;

- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté cadre départemental n°30-2023-5-24-00001 du 24 mai 2023 définissant le cadre de mise en œuvre des mesures de limitation des usages de la ressource en eau en période de sécheresse dans le Gard ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°08.002N du 3 janvier 2008 autorisant la poursuite de l'exploitation de la conserverie SA Conserve France à Vauvert et réglementant son fonctionnement ;
- VU** le changement d'exploitant sollicité par la SAS SAINT-MAMET en date du 19 novembre 2019 ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-021-DREAL du 13 août 2019 relatif aux mesures à prendre en période de sécheresse ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-053-DREAL du 4 août 2021 mettant à jour le classement des installations et renforçant certaines prescriptions applicables à la société SAINT-MAMET pour son établissement situé à Vauvert ;
- VU** le courrier en date du 23 février 2023 par lequel la société SOLARYS indique avoir succédé à la société SAINT-MAMET depuis le 16 février 2023 ;
- VU** le plan d'action de mesures à mettre en œuvre en cas de sécheresse transmis par la société SOLARYS par courrier du 27 août 2019 ;
- VU** le bilan des consommations d'eaux et des mesures de réduction de la consommation d'eau mises en œuvre sur les cinq dernières années sur le site de production de SOLARYS à Vauvert transmis à l'inspection par courriel du 10 février 2023 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 juin 2023 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté le 23 août 2023 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- VU** la réponse de l'exploitant en date du 28 août 2023 faisant part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la société SOLARYS est autorisée par arrêté préfectoral n° 08.002N du 3 janvier 2008 susvisé à exploiter sur le territoire de la commune de Vauvert une usine de transformation de fruits au titre de la législation sur les installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'établissement est autorisé à prélever pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource en eau qui dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

CONSIDÉRANT qu'en cas de sécheresse, des mesures particulières et adaptées à la situation hydrologique doivent donc être prises ;

CONSIDÉRANT ^{que} les prélèvements de l'établissement sont réalisés au sein des zones d'alerte 10 « Vistrenque, Costières et Vistre » et 9 « Rhône (communes gardoises) et Camargue gardoise » ;

CONSIDÉRANT l'arrêté cadre départemental n°30-2023-5-24-00001 du 24 mai 2023 définissant le cadre de mise en œuvre des mesures de limitation des usages de la ressource en eau en période de sécheresse dans le Gard définit les niveaux d'alerte, les

secteurs hydrographiques et les mesures de limitation, restriction ou suspension des usages de l'eau en cas de crise sécheresse afin de permettre un accès à l'eau équitable entre usagers ;

CONSIDÉRANT que cet arrêté définit en annexe 6 les mesures minimales de restrictions des usages de l'eau pour les installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse de juin 2021 prévoit que pour les installations industrielles soumises à la réglementation ICPE il convient de privilégier la prescription de mesures de restrictions d'eau spécifiques à chaque activité, en évitant la prescription de réduction chiffrées et en prévoyant des mesures proportionnées aux différents niveaux de gravité de la crise sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise) ;

CONSIDÉRANT que suivant les éléments du bilan des consommations d'eaux du site sur les sept dernières années, les prélèvements d'eau de l'établissement ont été réduits d'environ 40 % depuis 2016, les prélèvements annuels étant passés de 645 700 m³ en 2016 à 389 300 m³ en 2022 ;

CONSIDÉRANT que cette diminution pérenne des prélèvements d'eau du site fait suite à des actions spécifiques sur les installations (modernisation des équipements, rationalisation des flux dont suppression des circuits hydrauliques de convoyage des fruits, rationalisation des consommations d'eau par l'augmentation du rendement de production, coupure des rinçages à l'eau en l'absence de fruit, mise en place de chronogrammes et check-lists de contrôle de nettoyage afin de standardiser les pratiques) ;

CONSIDÉRANT que la société SOLARYS a défini des axes d'amélioration supplémentaires à mettre en œuvre courant 2023 dans le but de poursuivre les réductions des consommations d'eau dans son établissement ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence il est nécessaire de réviser les dispositions de l'arrêté préfectoral n°19-021-DREAL du 13 août 2019 susvisé relatif aux mesures à prendre en période de sécheresse par la société SOLARYS pour son site de Vauvert afin de prendre en compte les dispositions du nouvel arrêté cadre départemental sécheresse du 24 mai 2023 et des recommandations du guide sécheresse établi par le ministère en charge de l'environnement ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Bénéficiaire

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société SOLARYS sur son site industriel situé 50 avenue Robert Gourdon sur le territoire de la commune de Vauvert sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

Article 2 – Prélèvements d'eau autorisés

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau.

Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur.

En tout état de cause, lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, soit les zones **9 « Rhône (communes gardoises) et Camargue gardoise »** et **10 « Vistrenque, Costières et Vistre »**, les dispositifs de mesure totaliseur de la quantité d'eau prélevée sont relevés quotidiennement. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à la disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.

Ce registre informatisé précise également les périodes de démarrage d'activité saisonnière avec le report des dates et de la description des opérations consommatrices d'eau nécessaires à ce démarrage (opérations de nettoyage, opérations de remplissage d'équipements prévisibles ou toutes autres opérations).

L'exploitant anticipe et programme les opérations les plus consommatrices d'eaux afin de les réaliser, lorsque cela est possible, en dehors des périodes identifiées comme sensibles au regard de la ressource en eau disponible.

Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

Ressources utilisées	Nom de la masse d'eau	Code SDAGE masse d'eau	Zone d'alerte	Prélèvement annuel autorisé	Débit de prélèvement journalier*		
					Niveau de gestion sécheresse		
					Normal ou Vigilance	Alerte	Alerte renforcée ou Crise
Réseau AEP	Alluvions anciennes de la Vistrenque et des Costières	FRDG101	Zone 10 Vistrenque, Costières et Vistre	210 000 m ³	<u>Débit maximal**</u> 3 450 m ³ /j Débit moyenné sur une période de 14 jours glissants limité à 1 370 m ³ /j	<u>Débit maximal**</u> 3 100 m ³ /j Débit moyenné sur une période de 14 jours glissants limité à 1 230 m ³ /j	<u>Débit maximal**</u> 3 000 m ³ /j Débit moyenné sur une période de 14 jours glissants limité à 1 200 m ³ /j
Canal BRL	Le Rhône de Beaucaire au seuil de Terrin	FRDR2009	Zone 9 Rhône (communes gardoises) et	Période de mi-juillet à mi-	<u>Débit maximal**</u> 4 570 m ³ /j	<u>Débit maximal**</u> 4 110 m ³ /j	<u>Débit maximal**</u> 4 000 m ³ /j

	et au pont de Sylveréal		Camargue gardoise	décembre 315 000 m ³	Débit moyenné sur une période de 14 jours glissants limité à 3 430 m ³ /j	Débit moyenné sur une période de 14 jours glissants limité à 3 100 m ³ /j	Débit moyenné sur une période de 14 jours glissants limité à 3 000 m ³ /j
--	-------------------------	--	-------------------	------------------------------------	--	--	--

* hors eau à usage sanitaire destinée au personnel, à la protection incendie et aux impératifs sanitaires (TAR)

** hors périodes de démarrage d'activité saisonnière

Article 3 – Plan d'actions en situation de sécheresse

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement, soit les **zones 9 « Rhône (communes gardoises) et Camargue gardoise »** et **10 « Vistrenque, Costières et Vistre »**.

Ces mesures se substituent à celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse.

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/>.

Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

Les mesures d'urgence à mettre en œuvre sont les suivantes :

Niveau de gestion sécheresse	Mesures générales cumulatives de niveau en niveau	Mesures spécifiques ICPE cumulatives de niveau en niveau
<u>Vigilance</u>	<ul style="list-style-type: none"> Information du personnel sur le dépassement du seuil de vigilance Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d'utilisation d'eau Limitations volontaires des usages de l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> Rappel des bonnes pratiques notamment au personnel saisonnier Rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires au personnel de l'usine Relevé journalier des dispositifs de mesure totalisateur des installations de prélèvement d'eau et enregistrement Bascule consommation de saison sur BRL Bas Rhône

<p><u>Alerte</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Interdiction d'arroser les pelouses et espaces verts • Interdiction de l'alimentation des points d'utilisation d'eau d'agrément • Interdiction des tests des poteaux incendie et purge des réseaux d'eau interdits, hors opération imprévue nécessaire à la garantie de la sécurité des installations • Opérations de nettoyage (véhicules, voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique • Usage exclusif de balayeuses/lessiveuses pour le nettoyage des sols des ateliers ou voiries, hors nettoyage particulier et imprévu nécessaire pour garantir la sécurité et la salubrité publique 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des opérations de nettoyage de palox du fait de la diminution des écarts de fruits issus de l'activité de production saisonnière (secteur V12) : mise en place d'une raffineuse pour traiter à la source ces écarts • Rappel spécifique des bonnes pratiques par affichage et commentaire lors des rituels de production <p>→ Ces mesures peuvent permettre d'atteindre une réduction maximale estimée de 140 m³ d'eau par jour* pour le réseau AEP et de 330 m³ d'eau par jour* pour le canal BRL. Cette réduction est mesurée sur la base d'une moyenne des prélèvements sur 14 jours</p>
<p><u>Alerte renforcée</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Report des opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées (opérations de nettoyage à grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique 	<ul style="list-style-type: none"> • Rappel spécifique des bonnes pratiques par convocation des acteurs à communication générale • Interdiction d'utiliser de l'eau du réseau AEP pour le nettoyage • Recentrage des outils de nettoyage aux stations moyenne pression et Karcher uniquement <p><u>Process saisonnier atelier V12 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Rinçage fruits / bacs d'alimentation ligne : recyclage 1 fois par semaine au lieu de 2 fois par jour • Rinçage fruit après pelage : mise en place d'un automatisme pour couper l'eau en l'absence de fruit • Rinçage fruit après pelage : réduction du débit en fonction du besoin de rinçage du produit • Coupure lors des pauses, de l'eau permettant le positionnement des fruits • Coupure lors des pauses, de l'eau permettant le convoyage (table à rouleaux et trieurs optiques) • Arrêt des rinçages des boîtes vides de fruits de reprise <p>→ Ces mesures peuvent permettre d'atteindre une réduction maximale</p>

		estimée de 170 m ³ d'eau par jour* pour le réseau AEP et de 430 m ³ d'eau par jour* pour le canal BRL. Cette réduction est mesurée sur la base d'une moyenne des prélèvements sur 14 jours
Crise		<ul style="list-style-type: none"> Le cas échéant, application des directives préfectorales pouvant aller jusqu'à l'arrêt en sécurité des lignes de production

* par rapport aux consommations moyennes d'eau en période normale d'activité (hors alerte, alerte renforcée et crise) soit 1 370 m³/j pour le réseau AEP et 3 430 m³/j pour le canal BRL

Article 4 – Document spécifique sécheresse à mettre en place dès le seuil d'alerte

Lors de chaque atteinte du niveau de gestion sécheresse en « alerte », déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements, l'exploitant met en place un document spécifique sécheresse maintenu en permanence à jour et à disposition de l'inspection, présentant les actions de réduction menées et les gains obtenus.

Lors du franchissement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai maximal d'une semaine, un document spécifique « sécheresse » comportant :

- les éléments justificatifs des actions de réductions menées depuis le déclenchement du seuil « alerte » et des gains de réduction obtenus ;
- les volumes hebdomadaires d'eau prélevés en précisant et différenciant les différentes sources de prélèvement (réseau eau potable, milieux eau superficielles, milieu eaux souterraines, autres...) ;
- les prévisions de volumes prélevés sur les trente jours suivants et les actions d'économie d'eau en cours ou prévues ;
- le cas échéant, les difficultés prévisibles si la période de restriction perdure.

Ce document est ensuite mis à jour et transmis à l'inspection des installations classées hebdomadairement.

Article 5 – Plan d'actions et bilan

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, un plan d'actions de réduction des consommations précisant :

- les mesures mises en œuvre sur ses installations lors du déclenchement des mesures d'urgence ;
- leurs modalités d'application ;
- les conditions de reprise ;
- les gains de réduction des consommations attendus pour chacune des mesures proposées.

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori de son plan de réduction ;
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités ;
- les coûts afférents ;
- les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

Article 6 – Abrogation

Les dispositions de l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral n°08.002N du 3 janvier 2008 susvisé, ainsi que l'arrêté préfectoral n°19-021-DREAL du 13 août 2019 relatif aux mesures à prendre en période de sécheresse complémentaire à l'arrêté préfectoral n°08.002N du 3 janvier 2008 sont abrogés à compter de la notification du présent arrêté.

Article 7 – Sanctions administratives

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 8 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 9 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

Article 10 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la DREAL Occitanie, le directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard et le maire de Vauvert sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SOLARYS.

Le préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général

Frédéric LOISEAU

